

Archaïsme

Cela ne vous aura pas échappé : durant toute l'année 2016, et particulièrement pendant les luttes contre la loi travail, la CGT, ses militants et ses syndiqués, auront été constamment qualifiés d'archaïques par les membres du gouvernement Hollande-Valls, par la plupart des responsables politiques, les journalistes « bien-pensants », et bien sûr tout le patronat, à commencer par le patron du Medef.

Voici 2 textes évoquant cette notion « d'archaïsme ». Tout d'abord, l'expression, « à chaud », de Philippe Torretton dans une tribune publiée par le journal L'Humanité le 27 mai 2016, puis, un texte érudit de René Mouriaux, extrait du Lexique Usuel Critique de l'Idéologie Dominante Economique et Sociale (LUCIDES, ouvrage collectif, 2009, IHS-CGT).



Les mots qui fâchent par Philippe Torretton.

Occuper une usine, bloquer un terminal pétrolier, contester et s'opposer à une loi, tout cela est archaïque, c'est le passé. Il est assez sidérant de voir cette rhétorique resurgir à chaque conflit social, dénigrer l'opposition, lui donner un relent de préhistoire en s'adjugeant le bénéfice de la modernité et du progrès, peaux de bête contre costumes de responsables politiques en marche, la cire des parquets contre la fumée des pneus en flamme.

Ce qui est moderne, donc, c'est d'accepter, de plier les genoux, les gaules et l'échine. Résister est devenu archaïque, espérer qu'une lutte fera reculer une loi dont les quelques petites avancées cachent mal les énormes cadeaux qu'elle fait au patronat libéral, c'est archaïque. Le patronat, lui, n'est pas archaïque, ses augmentations de salaires sans un gramme de décence et de morale, c'est moderne ; ce chantage à l'emploi, c'est moderne ; les délocalisations, c'est moderne ; l'absence de parité hommes-femmes aux conseils d'administration, c'est moderne ; le travail au noir dans le bâtiment, c'est moderne ; cette volonté quasi pavlovienne de vouloir baisser les salaires, augmenter les cadences, la productivité horaire, la précarisation du travailleur, la surveillance et la traçabilité des faits et gestes des salariés au sein de l'entreprise, c'est moderne ; la fragilisation de la femme devenue mère, c'est moderne ; la discrimination à l'emploi, c'est moderne ; les 110 milliards d'aides que perçoivent chaque année les entreprises en France sont également une belle preuve de modernité ; chercher par tous les moyens possibles à échapper à l'impôt, c'est moderne ; opposer la fonction publique au secteur privé, c'est moderne ; fustiger le système de l'intermittence, c'est moderne.

Bien sûr ! Mais, pardonnez-nous, on ne changera pas, on ne lâche rien ! C'est ça qui est pénible avec les archaïques, ils cultivent un idéal et ils pourraient donner leur vie pour ça. C'est fou, non ?

*Extrait du **Lexique Usuel Critique de l'Idéologie Dominante Economique et Sociale (LUCIDES, ouvrage collectif, 2009, IHS-CGT) ; auteur René Mouriaux, Docteur d'Etat en sciences politiques, membre du Conseil scientifique de l'IHS-CGT.***

Plus qu'une injure, dans le vocabulaire du 21^e siècle, l'adjectif « archaïque » signifie l'exclusion hors du « cercle de la raison », la mise à l'index de militants, de penseurs, d'idées qui osent encore s'attaquer aux dogmes de l'économie de marché.

L'adjectif vient du grec « archaios », formé sur le mot souche « arché » (commencement, principe, origine, commandement, pouvoir, autorité) que l'on retrouve aussi bien dans archéologie, archétype que dans archives. Au 19^e siècle, il signifie ce qui est ancien, voire antérieur à la Grèce classique. Enfin, une nuance péjorative intervient et indique ce qui est désuet et finalement « ringard ».

L'opposition ancien / moderne est inhérente à la succession des générations, à l'évolution des mœurs, des arts, des techniques, des rapports sociaux. Pour s'en tenir à quelques rappels de l'histoire du socialisme, au nom de la modernité, Edouard Bernstein¹ invite en 1899 à réviser le marxisme proclamé dépassé par l'évolution. Dans les années 1930, les « néos », inspirés par le planisme d'Henri de Man², proposaient à leur tour d'abandonner les « dogmes » désuets. Enfin, le Congrès de Bad Godesberg (1959) du Parti social-démocrate allemand proclame le rejet du marxisme, toujours au nom de la modernité et en opposition à la supposée obsolescence des analyses marxistes.

Après la chute de l'URSS, en 1991, le lieu commun s'est imposé. Le marxisme est définitivement archaïque. « Marx est mort ». Et pourtant, l'insupportable logique du capitalisme demeure : accumulation des richesses au seul profit d'une minorité, chômage, misère, dégradation des conditions de travail, destruction de la nature.

Le capitalisme évolue. Il révolutionne sans cesse les conditions de production. Sans être dévaluées pour autant, les réponses de 1848, 1875 et 1917³ ne sauraient être considérées comme intangibles, adéquates à la mondialisation contemporaine. La lutte contre celle-ci réclame créativité. Loin d'être « archaïque », elle est l'avenir cheminant dans le présent, la modernité en train de se faire.

La crise économico-financière de septembre-octobre 2008 provoque de fortes turbulences. Nicolas Sarkozy, alors président de la République, prononce, à partir du discours de Toulon (25 septembre 2008), plusieurs oraisons funèbres du capitalisme financier. Le socialisme redeviendrait-il d'actualité ? Nationalisation, planification... « Reprenez vos esprits ! » exhorte Jean-Claude Trichet, président de la

¹ *Eduard Bernstein, né en 1850 près de Berlin, mort en 1932, est un homme politique et théoricien socialiste allemand, militant du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Note IHS71*

² *Henri De Man, né à Anvers en 1885, mort en 1953, est un homme politique belge. Dirigeant du Parti ouvrier belge, il devint l'un des principaux théoriciens du planisme et du néo-socialisme durant la dépression des années 30. Le planisme est une théorie économique considérant qu'un plan (la planification) peut modifier la société en profondeur, ou du moins, contrer les effets pervers et la myopie du marché. Note IHS71*

³ *Au cœur d'un XIX^e siècle tourmenté, la Révolution de février 1848 marque une rupture nette dans la politique française puisqu'elle aboutit à la fin de la monarchie. Après les épisodes révolutionnaire et napoléonien, la France demeure instable et est de plus en plus rétive aux régimes de compromis. Ainsi, après avoir mis un terme à la Restauration lors des Trois Glorieuses, **la population française se soulève fin février 1848 pour abattre la Monarchie de Juillet**. Au cœur d'une Europe mise en pleine effervescence par le printemps des peuples, la France affirme sa préférence pour la République qu'elle proclame le 24. 1875 : le printemps 1875 voit l'établissement de la III^e République et le vote de sa Constitution qui établit un régime parlementaire.*

1917 : révolution russe qui voit, en février, le renversement du régime tsariste, puis, en octobre, la prise de pouvoir des bolcheviks et l'installation d'un régime léniniste. Note IHS71

BCE⁴, selon la « une » du *Monde*, daté du 10 octobre. Mise en place d'une nouvelle régulation ne signifie pas anti-capitalisme, ni même retour à Keynes⁵.

Jean-Michel Normand⁶ met en garde les dirigeants du PS contre « la tentation du socialisme vintage » (Le Monde, 23 octobre 2008) : le recours à l'anglais donne au jugement un côté plus moderne. Millésimé, le socialisme du 19^e-21^e siècle date : l'économie de marché est indépassable.

Faut-il dresser la liste des mots « tabou » (classes sociales, exploitation, plus-value, etc...) dits archaïques ? Ce serait établir la base d'un autre lexique inusuel et critique.

⁴ BCE : Banque Centrale Européenne instituée par le Traité de Maastricht en 1992. Note IHS71

⁵ John Maynard Keynes (1883-1946) : économiste britannique qui élabore une théorie nouvelle ainsi que les outils nécessaires à la mise en place de politiques économiques alternatives aux politiques libérales. Note IHS71

⁶ Jean-Michel Normand : chroniqueur au Monde. Note IHS71